

Analyse de l'opportunité de se doter d'un conseil des politiques alimentaires (CPA)

Commission sur le développement social
et la diversité montréalaise

16 septembre 2015



Plan de présentation

1. L'origine de la consultation
2. Quelques concepts et définitions
3. Les conseils de politiques alimentaires en Amérique du Nord
4. Le contexte montréalais
5. Les considérations pour un CPA MTL

L'origine de la consultation

Résolution du conseil municipal CM14 0852 :

« ...que le conseil municipal mandate la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise pour analyser l'opportunité de se doter d'un Conseil des politiques alimentaires, à l'instar d'autres villes canadiennes et qu'elle en fasse rapport dans un délai maximal d'un an ».

Extrait du procès-verbal de la séance du 18 août 2014

Et

Résolution du conseil d'agglomération 14 0185, alinéa 2

« ...que l'agglomération de Montréal s'associe à ses partenaires régionaux pour une structure de gouvernance à l'échelle de l'agglomération qui portera les enjeux du système alimentaire montréalais de façon permanente ».

Extrait du procès verbal de la séance du 1^{er} mai 2014

Conseil des politiques alimentaires (CPA)

La Ville souhaite connaître l'opinion des citoyens, des organisations et des institutions, sur :

- la **pertinence** de doter l'agglomération de Montréal d'un CPA;
- le **rôle** d'un CPA dans le contexte montréalais;
- les **enjeux prioritaires** qui devraient être abordés;
- le **modèle de fonctionnement** le plus approprié;
- l'**instance** à laquelle il devrait être rattaché;
- les **ressources requises** pour lui permettre de remplir adéquatement son rôle.

Quelques concepts et définitions

Qu'est-ce qu'une politique alimentaire?

« (...) se compose des décisions prises par un organisme gouvernemental, une entreprise ou une organisation, et qui influent sur la façon dont les aliments sont produits, transformés, distribués, achetés et protégés »

Audet et al. *La mise en marché alternative de l'alimentation à Montréal et la transition socio-écologique du système alimentaire*, Cahier de recherche OSE, juin 2015.

Pourquoi des politiques alimentaires urbaines?

- Planifier de manière durable et équitable
- Agir pour sauvegarder l'environnement
- Faciliter l'accès à une saine alimentation
- Améliorer la santé de tous

Tendance en faveur des politiques alimentaires

L'adhésion, jusqu'à maintenant de 46 villes dont Toronto et Vancouver, au *Milan Urban Food Policy Pact* (2015) confirme l'importance des politiques alimentaires en contexte urbain.

Une des actions préconisées dans le Pacte est la **mise en place de conseils des politiques alimentaires.**

Qu'est ce qu'un CPA?

C'est une institution de type « parapluie », réunissant des acteurs diversifiés, opérant sur le mode de la concertation et de la collaboration.

« (...) habituellement le mandat d'un tel conseil est d'examiner le fonctionnement d'un système alimentaire et de proposer des idées, des mesures et des recommandations de politiques pour l'améliorer. »

Source: Faciliter les politiques et la planification en matière de durabilité à l'échelon local: l'exemple de la politique alimentaire (INSPQ 2012)

Types de CPA

1. Entièrement piloté par une instance publique
2. Forme hybride instance publique / société civile
3. Organisme à but non lucratif (OBNL)

Mandats d'un CPA

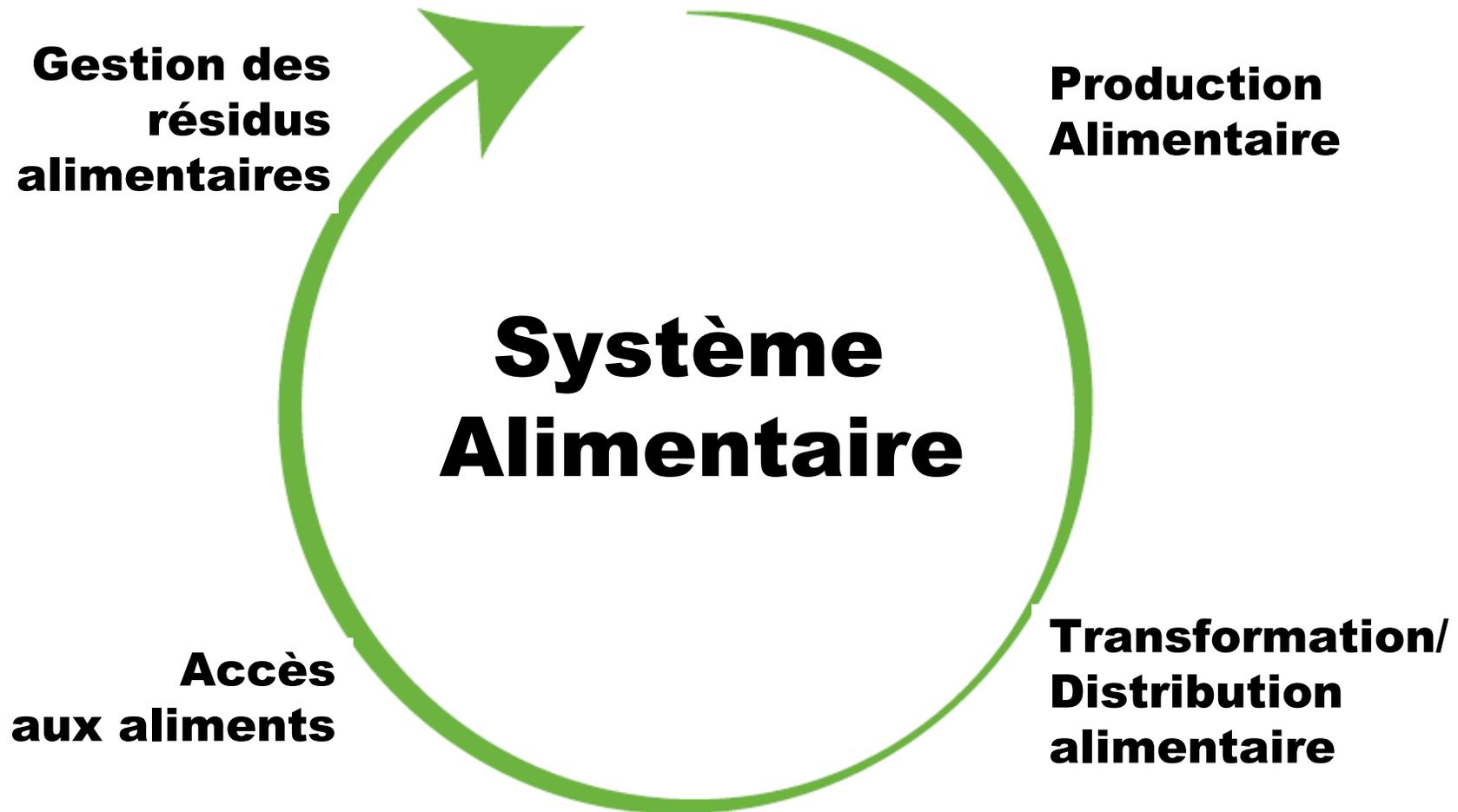
- Encadrement de la discussion autour des enjeux alimentaires et l'harmonisation des intérêts des différents acteurs
- Création de systèmes permettant d'instaurer la collaboration entre tous les secteurs et de combler le fossé entre les régions urbaines et rurales
- Analyse, promotion et création de politiques
- Création de programmes qui répondent aux besoins locaux

Une approche fondée sur les systèmes alimentaires

Les CPA existants tendent vers l'adoption d'une vision globale dans leur réflexion sur le système alimentaire.

Un système alimentaire est un tout. Il englobe toute activité susceptible d'affecter la nutrition humaine et la santé de la population, tels que :

- la production;
- la transformation et l'entreposage;
- la distribution et la mise en marché;
- la consommation;
- la gestion des déchets et des ressources.



Pourquoi les villes s'intéressent-elles au système alimentaire et aux CPA?

- Plusieurs villes nord-américaines sont responsables de la santé publique, et certaines d'entre elles ont aussi les écoles sous leur juridiction
- Cela leur permet d'agir pour un environnement favorable à la santé
- Au Québec, les villes interviennent en développement social

Pourquoi les villes s'intéressent-elles au système alimentaire et aux CPA?

Elles contribuent à l'amélioration de leur système alimentaire en favorisant un meilleur développement et l'arrimage de plusieurs éléments :

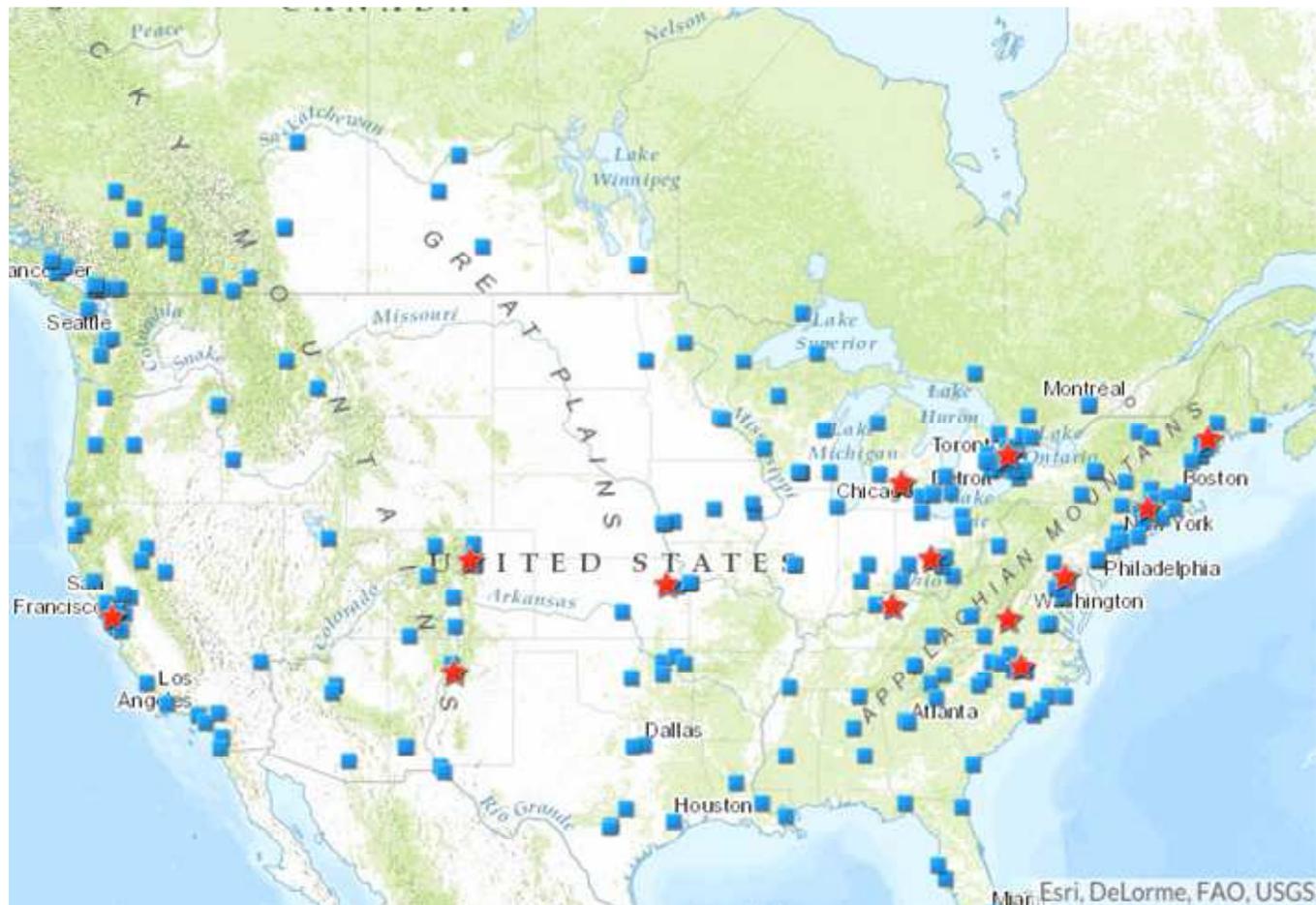
- l'agriculture urbaine;
- les infrastructures de marchés et la logistique (gros, détail, transport, etc.);
- la restauration collective et hors foyer (scolaire, restaurants populaires, restauration de rue, etc.);
- la gestion environnementale du système alimentaire, la collecte, le cycle du produit, etc.

Les conseils de politiques alimentaires en Amérique du Nord

Contexte d'émergence des CPA

- Depuis plus de 20 ans, des CPA se constituent tant au Canada qu'aux Etats-Unis et, depuis 2010, la tendance s'accélère
- Les inégalités sociales de l'alimentation ne peuvent plus être abordées seulement sous l'angle de la charité et de l'aide d'urgence
- La majorité des CPA proposent d'aller au-delà des interventions essentiellement centrées sur la faim
- Avec plusieurs variantes, les CPA font le choix de développer un système alimentaire équitable et durable

Les CPA en Amérique du Nord



Les enjeux auxquels s'intéresse un CPA

- Accès et équité
- Développement économique
- Empreinte environnementale
- Éducation alimentaire
- Alimentation locale et régionale
- Cantines mobiles

Les enjeux auxquels s'intéresse un CPA

- Nutrition et santé publique
- Représentation politique
- Agriculture urbaine
- Gestion des déchets
- Réduction du gaspillage alimentaire

Deux exemples de CPA

Toronto

- Forme hybride instance publique / société civile
- Orienté plus sur la réflexion conceptuelle

Baltimore

- Entièrement piloté par une instance publique
- Orienté plus sur l'action

L'exemple de Toronto

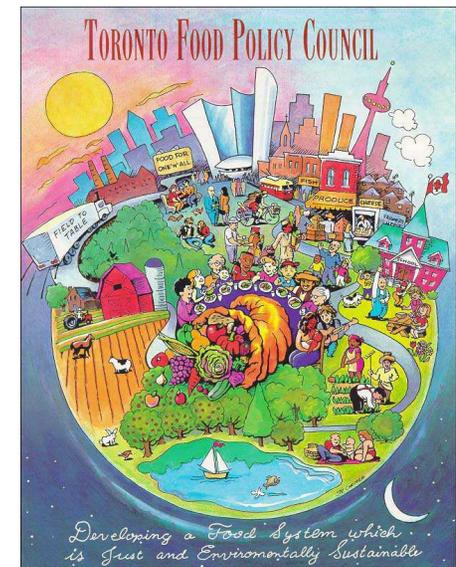


- Le *Food Policy Council* de Toronto a été créé en 1991
- Il est un sous-comité du département de santé publique de la ville
- Il a un rôle de conseil en matière de politiques alimentaires
- Il est composé de membres désignés par le département de santé publique et est coprésidé par un élu et un citoyen
- Le support administratif et les employés sont fournis par le département de santé publique (une compétence municipale en Ontario)

L'exemple de Toronto

Le *Food Policy Council* de Toronto a contribué à diverses initiatives parmi lesquelles on retrouve :

- *Toronto Food Strategy;*
- *Toronto Environmental Plan;*
- *Toronto Food Charter;*
- *Official Plan;*
- *Toronto Food and Hunger Action Plan;*
- *GrowTO « an urban agriculture action plan for Toronto »;*
- *Greater Toronto Area Agricultural Action Committee.*



L'exemple de Toronto

Au plan international, le *Food Policy Council* de Toronto s'est taillé une solide réputation en matière de politiques alimentaires.

Actuellement il participe à des initiatives telles que :

- *The Global City-Region Food Systems;*
- *The Milan Food Policy Pact;*
- *The International Urban Food Network.*

L'exemple de Baltimore



- Un directeur et un large comité consultatif forment l'équivalent d'un CPA: le Baltimore City Food Policy
- Depuis 2010, le directeur est embauché par la municipalité; il coordonne la concertation et les initiatives en matière de politiques alimentaires
- Le comité consultatif, le *Food Policy Advisory Committee*, compte 65 membres actifs dans un domaine du système alimentaire
- Les rencontres du *Food Policy Advisory Committee* sont bimestrielles (six rencontres par année)
- L'institut de recherche *Center for Livable Future* de l'université locale, la *Johns Hopkins University*, contribue aux travaux du *Food Policy Advisory Committee*

L'exemple de Baltimore



Le directeur des politiques alimentaires coordonne plusieurs actions dont le *Baltimore Food Policy Initiative* (BFPI), qui vise la concertation de quatre départements de l'administration municipale dont les missions touchent au système alimentaire :

- *Department of Planning;*
- *Baltimore Office of Sustainability;*
- *Baltimore Development Corporation;*
- *Baltimore City Health Department.*

L'exemple de Baltimore

Initiatives issues du travail de concertation:

- Changements de zonage et de réglementation favorisant l'agriculture urbaine;
- Simplification des procédures administratives pour les petits marchés locaux (*farmers market*);
- Nouvelle législation pour soutenir le développement de la cuisine de rue (*food trucks*);
- Crédit d'impôt aux supermarchés et aux épiceries qui s'implantent dans des zones qualifiées de « déserts alimentaires ».

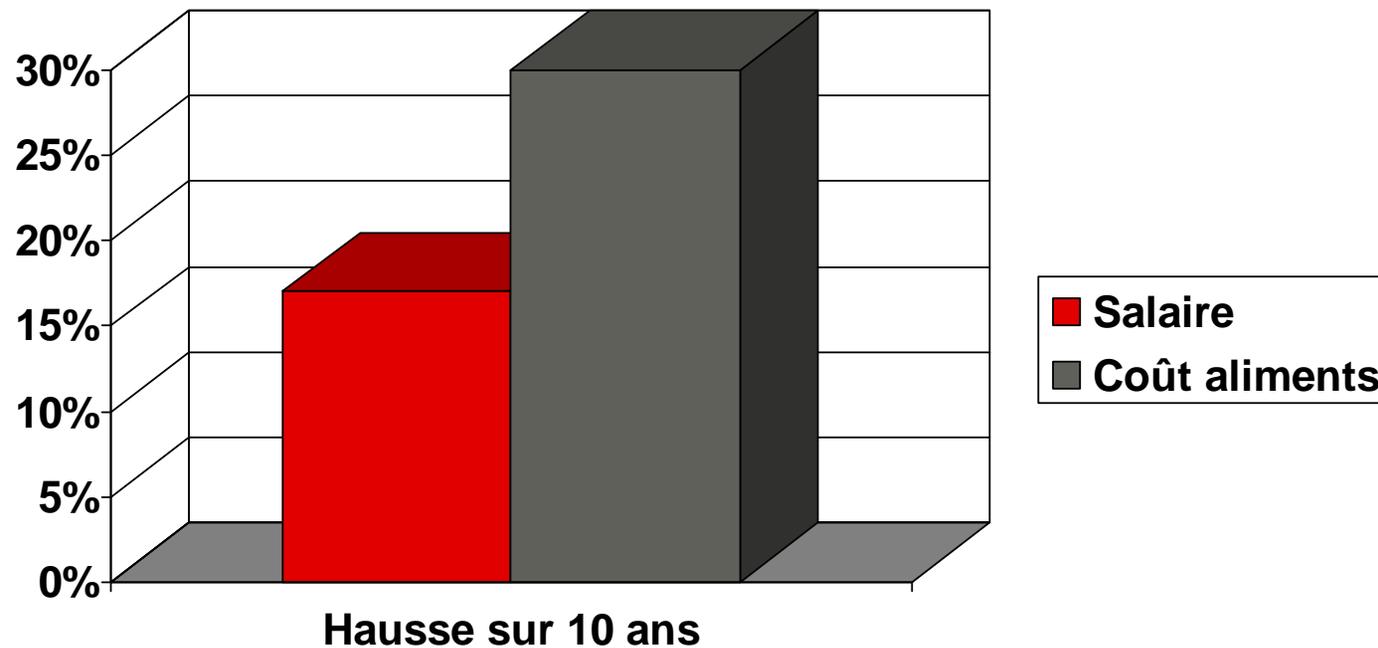
Le contexte montréalais

Réflexions amorcées

- Mise sur pied, en 2005, du comité *Nourrir Montréal*
- Consultation sur l'agriculture urbaine réalisée par l'OCPM en 2012
- Création d'un Comité de travail permanent en agriculture urbaine en 2013
- Réflexion stratégique réalisée dans le cadre du *Plan de développement SAM 2025, en 2014*
- Des acteurs mobilisés dans tous les secteurs

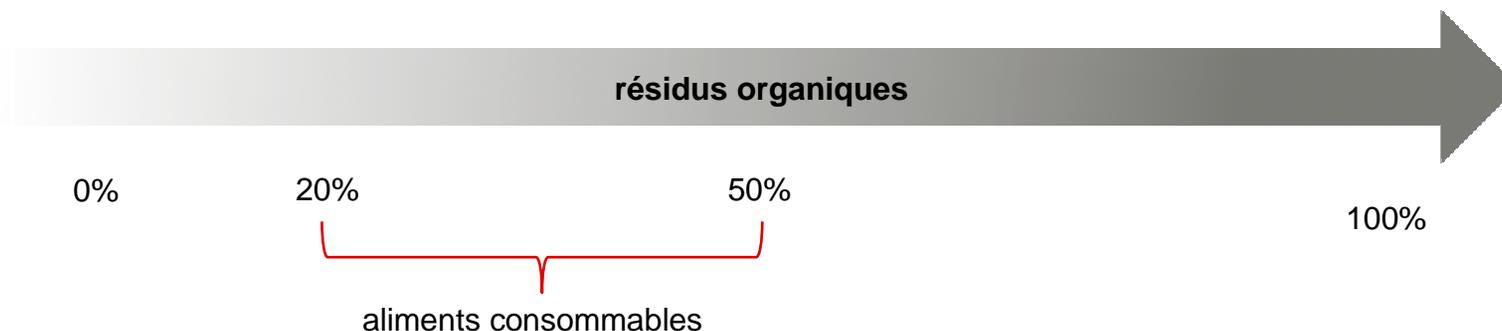
Quelques enjeux sur l'alimentation à Montréal

Augmentation du coût des aliments



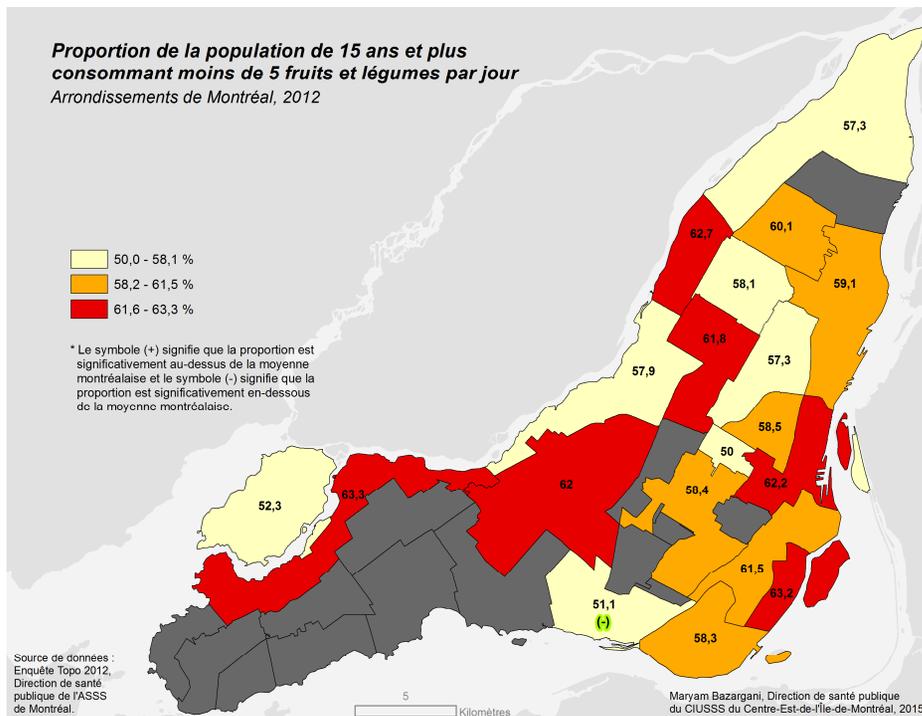
Gaspillage d'aliments consommables

20 à 50 % des résidus organiques traités comme « des déchets » dans la filière alimentaire ICI (industries, commerces et institutions) sont des « aliments consommables » (MAPAQ* 2012)



* ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

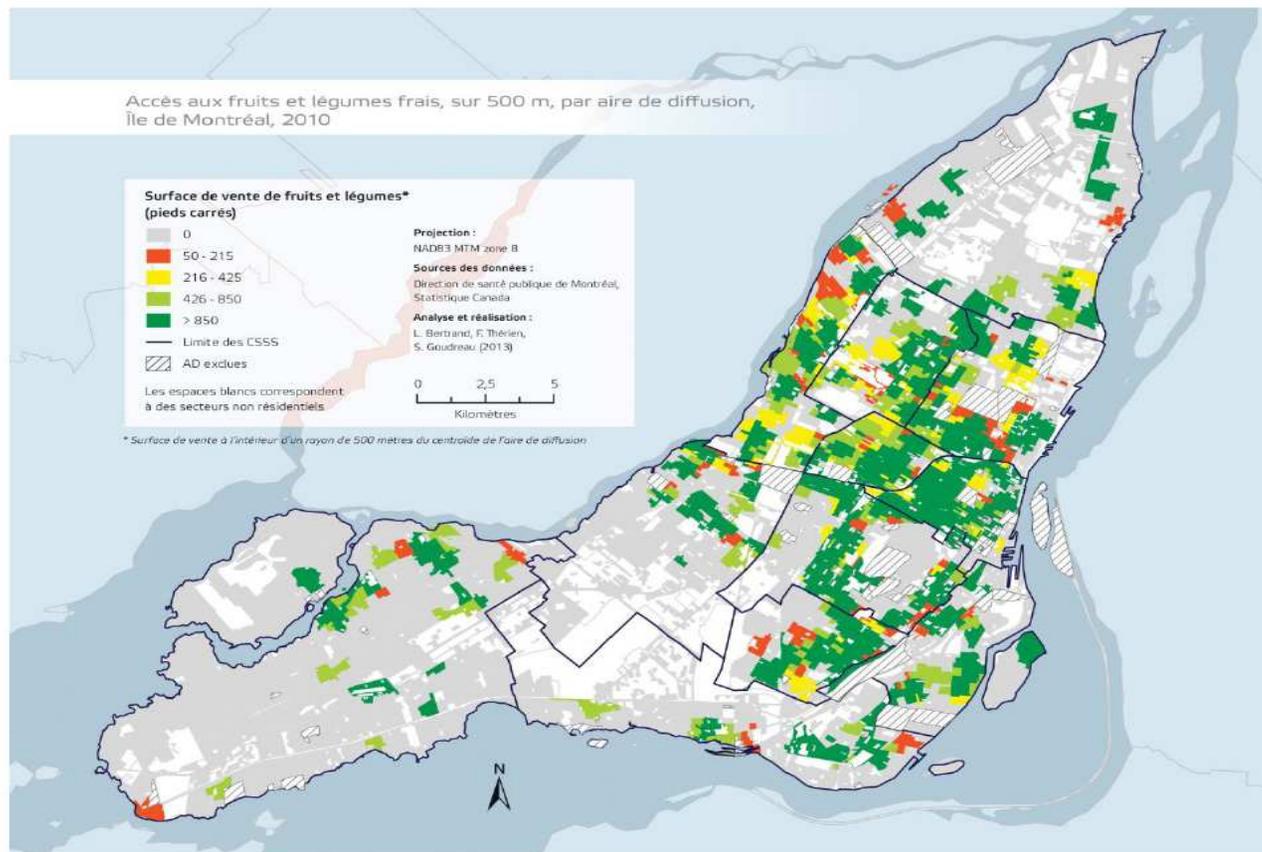
Consommation insuffisante de fruits et légumes



60 % de la population montréalaise
(1 million de personnes) a une
consommation de fruits et de
légumes insuffisante

(Innover pour mieux se nourrir et se
développer – SAM)

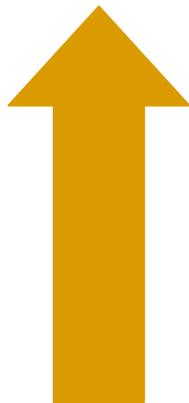
Accès aux aliments sains - Les déserts alimentaires



* Surface de vente à l'intérieur d'un rayon de 500 mètres du centroïde de l'aire de diffusion

Source : DSP du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, Étude sur l'accès aux aliments santé à Montréal.

Insécurité alimentaire



Hausse de 23 % du
nombre de personnes
assistées depuis 2008



Source: Moisson Montréal, Bilan Faim 2014.

Nombreux projets sur les enjeux alimentaires

- Banques alimentaires
- Magasins partage
- Cuisines collectives
- Cuisine de rue
- Jardins communautaires ou collectifs
- Marchés solidaires ou de proximité
- Coopératives d'approvisionnement ou groupes d'achat
- Réinsertion sociale par l'agriculture



Des acteurs mobilisés dans tous les secteurs

- **Les institutions gouvernementales régionales**
- **La Ville et l'agglomération de Montréal**
- **Les groupes de la société civile**

Les institutions gouvernementales et régionales

La Direction de santé publique (DSP) du CIUSS* du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal

- Mobiliser les citoyens avec les décideurs et intervenants locaux dans des solutions qui répondent de manière durable à leurs problèmes d'approvisionnement alimentaire
- Améliorer ou créer des espaces d'approvisionnement en fruits et légumes qui favorisent les produits locaux, et l'échange de connaissances (marchés publics de quartier, association entre commerçants et producteurs, jardins collectifs ou communautaires, etc.)
- Intégrer des initiatives alimentaires à des démarches de développement local et de revitalisation des quartiers
- Promouvoir des politiques publiques (revenu, système agro alimentaire, urbanisme, etc.) favorables à une saine alimentation

*CIUSS: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux

Source : Source: DSP – Site web: accès aux aliments santé – Stratégies

La Direction régionale du MAPAQ

Appuyer une offre alimentaire de qualité et promouvoir l'essor du secteur bioalimentaire dans une perspective de développement durable, pour le mieux-être de la société québécoise.

Principaux axes d'intervention :

- Le développement économique du secteur;
- Le développement régional;
- La mise en valeur du territoire;
- L'agroenvironnement.

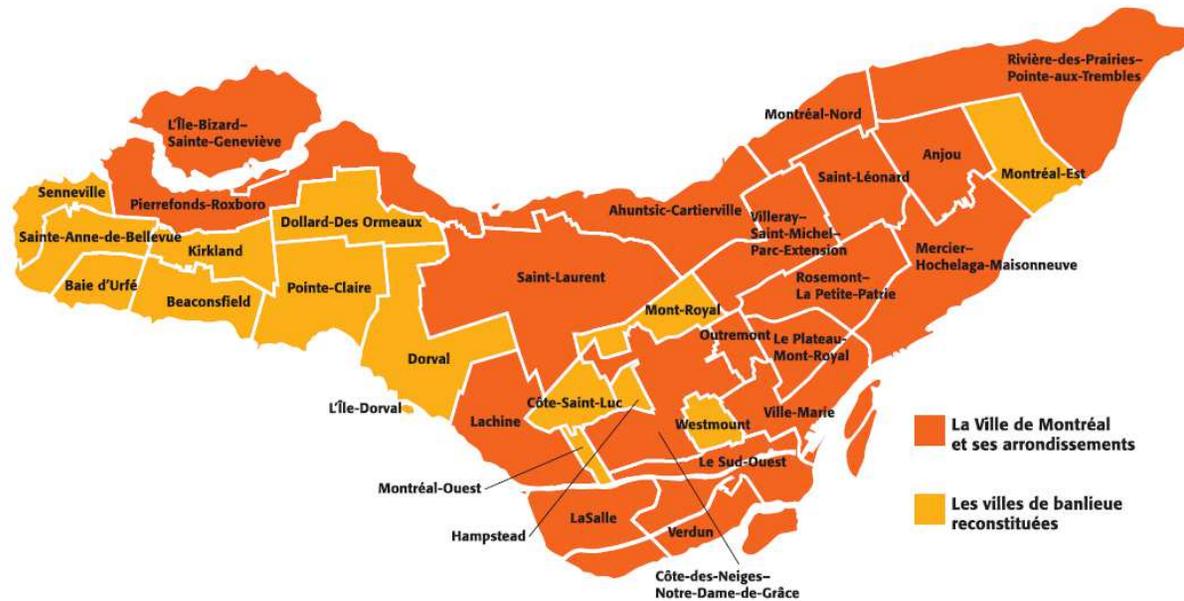
Source: MAPAQ (Direction régionale Montréal-Laval-Lanaudière : bilan des réalisations 2012-2013

Les commissions scolaires

- Elles ont, entre autres, pour mission de participer au développement social, culturel et économique de leur région *
- Elles organisent et offrent des services à la communauté. Ces services peuvent être de nature culturelle, sociale, sportive, scientifique ou communautaire*
- Elles participent à l'élaboration de divers plans stratégiques en région (loisirs, culture, emploi, économie, santé et services sociaux, sécurité publique)*
- Enjeux autour desquels elles peuvent être interpellées : cantines scolaires, saine alimentation, insécurité alimentaire dans les milieux défavorisés

** Source: Le goût du public – mission et rôle de l'élus scolaire, la commission scolaire et la Fédération des commissions scolaires du Québec – Fédération des commissions scolaires, octobre 2014*

Montréal



La Ville et l'agglomération de Montréal

Planifier et réglementer :

- le développement de la zone agricole (PDZA) et le Schéma d'aménagement et de développement;
- l'implantation de services alimentaires (marchés locaux, cuisine de rue, etc.) et des activités agricoles en milieu urbain et périurbain;
- la protection du consommateur pour assurer l'hygiène et la salubrité des aliments.



Travailler en concertation avec les acteurs du milieu pour :

- Soutenir financièrement des projets en sécurité alimentaire et contribuer à la préservation des secteurs agricoles de la Ville;
- Intervenir pour le développement d'un milieu de vie sain et de qualité pour l'ensemble de la collectivité.



Comité de travail permanent de la collectivité montréalaise en agriculture urbaine

- Conseiller l'administration sur les meilleures pratiques en agriculture urbaine
- Partager les initiatives en cours, les recherches et les données
- Faire état des enjeux reliés aux secteurs d'activité de chaque membre
- Agir comme conseiller sur le *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* et le *Plan de développement de la zone agricole (PDZA)*



Les groupes de la société civile

Organismes communautaires

- Services directs, projets collectifs, éducation citoyenne et transformation sociale

Instances de concertation

- Planification des actions collectives, recherche et gestion de fonds, coordination de certains projets et aide technique

Fondations

- Soutien financier

Concertation Montréal (ancienne Conférence régionale des élus de Montréal)

- Mandat : entretenir la concertation intersectorielle et de développement régional
- De son comité *Nourrir Montréal* est né le projet SAM* qui a mobilisé les partenaires régionaux et locaux œuvrant à différentes échelles et sphères de l'alimentation (environnementale, économique, sociale)
- Ainsi, le caractère systémique de l'alimentation a été reconnu par les nombreux participants

Les cinq orientations du plan de développement du Système alimentaire montréalais



- Enrichir l'offre alimentaire montréalaise
- Réduire l'empreinte écologique du système alimentaire
- Favoriser l'accès à une saine alimentation
- Promouvoir la saine alimentation
- Renforcer le maillage régional

Quelques contributions du SAM

- Projet « Une pomme avec ça », dépanneur santé
- Marchés solidaires aux abords des stations de métro
- Diagnostic de remise en culture des terres agricoles montréalaises et promotion de l'agriculture montréalaise
- Organisation de formations pour intervenants, entrepreneurs agricoles et fermiers

Les considérations pour un CPA MTL

Au regard

- Des politiques alimentaires;
- Des modèles, rôles et mandats des conseils de politiques alimentaires existants;
- Du contexte montréalais:

- Avons-nous **besoin** d'un conseil des politiques alimentaires?
- Quelle serait la **valeur ajoutée** d'une telle structure pour les citoyennes et les citoyens ?
- Quel serait son **rôle** : concertation, action, soutien à l'action directe, réflexion, intervention politique ou autre?
- Quel serait le **modèle** le plus approprié : public, hybride, OBNL ou autre?

- Quels seraient ses **enjeux prioritaires** : production alimentaire, accès aux aliments, transformation et/ou distribution alimentaire, gestion des résidus alimentaires?
- Quelle est l'**instance** à laquelle le CPA devrait être rattaché?
- Quels seraient les **ressources** requises pour lui permettre de remplir adéquatement son rôle?
- Quelle serait votre **contribution** à un CPA MTL?

Pour en savoir plus

Système alimentaire montréalais http://credemontreal.qc.ca/cre_projets/systeme-alimentaire-montrealais/

Faciliter les politiques et la planification en matière de durabilité à l'échelon local : l'exemple de la politique alimentaire:
https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1641_FacilPolPlanDurabEchelonLocal_ExpPolAliment.pdf

Pour un système alimentaire durable et équitable, mémoire de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain: <http://faim-developpement.ca/pour-un-systeme-alimentre-durable-equitable/>

La mise en marché alternative de l'alimentation à Montréal et la transition socio-écologique du système agroalimentaire, René Audet et al.: <http://ose.esg.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/13/2015/06/RapportMMAA2015.compressed.pdf>

Toronto Food Policy Council (<http://tfpc.to>)

Baltimore Food Policy Initiative (<http://www.baltimoresustainability.org/greening/food-systems>)

Merci!

